

ET SI ANDRÉ MALRAUX AVAIT RAISON ?

André Malraux dans le «*Nouvel Observateur*» n° 572 - octobre 1975: "... Les Français ne se doutent pas que la seule réalité de masse organisée en Espagne, ce sont les anarchistes.

En France, on peut dire: les communistes ne représentent que tant de membres du Parti, auxquels il faut ajouter ceux de la C.G.T.

En Espagne, il y a une réalité ouvrière non communiste et anarchiste, qu'elle s'appelle la F.A.I. (Fédération Anarchiste Ibérique) ou autrement. Elle, elle est organisée souterrainement".

Nous n'irons pas jusqu'à dire que les staliniens ne sont pas organisés en Espagne...

Mais ce que nous savons, parce que nous venons de le constater directement, c'est que la *Confederacion Nacional del Trabajo* (C.N.T.), organisation anarcho-syndicaliste, est bien vivante en Espagne.

«*Le Monde*» annonçait récemment que: "la C.N.T., vieille centrale anarchiste toute puissante au début de la guerre civile, et que l'on croyait morte, resurgit des catacombes. A Barcelone, un congrès rassemblant 400 militants vient de se dérouler. Une autre réunion aura lieu prochainement à Valence".

«*Le Monde*» a (presque) raison: ils étaient plus de 400, représentants de plusieurs syndicats, groupes ou fédérations locales. La réunion de Valence a eu lieu, mais aussi celle de Madrid et d'autres villes d'Espagne.

Au moment où ce journal vous parviendra, il n'est pas impossible que nous soyons informés du déroulement d'un congrès annonçant la mise en place des organismes représentatifs de la C.N.T., aux échelons régionaux et national.

Ceci ne signifie nullement que l'anarcho-syndicalisme militant avait disparu. Mais dans la période politique transitoire actuelle de l'Espagne, nos camarades ont su passer à un autre stade d'organisation, dont les structures se mettent en place à tous les niveaux.

Il faudra un jour écrire l'histoire, la longue et douloureuse histoire, des militants clandestins ou en exil, de ceux qui n'ont jamais désespéré, qui ont résisté à toutes les répressions et à toutes les tentations (nombreuses!) et qui ont fait qu'aujourd'hui, parce que la réalité s'impose, tous ceux qui avaient définitivement enterré l'anarcho-syndicalisme espagnol doivent déchanter.

Et qu'on ne s'y trompe pas! Les militants de la C.N.T. ne sont pas des retraités! Ils sont de tous les âges, ils sont présents dans les usines, sur les chantiers, dans les administrations. Ils participent à tous les mouvements et en sont bien souvent les promoteurs.

«*Le Monde*» (encore lui) expliquait il y a quelques jours que la grève du bâtiment, à Madrid, était due «à des groupes indépendants de tendances anarchistes», alors que c'est le *Sindicato de la Construcción* de la C.N.T. reconstitué il y a quelques mois, qui en a été l'organisateur.

Donc, la C.N.T., centrale anarcho-syndicaliste, se développe: mais d'autres forces également tentent de s'implanter dans la classe ouvrière... pour la contrôler.

On retrouve les partisans d'un syndicalisme obligatoirement «unitaire», dont l'indépendance ne serait qu'artificielle et qui serait la courroie de transmission bien connue. Il n'est pas étonnant que les positions de phalangistes «repentis» et des staliniens convergent! Voici ce que nous en dit le camarade de la C.N.T. J. Gomez Casas dans un interview de «Destins» (n° 2006/11-3-76) publié à Madrid: “*...Martin Villa (ministre des Relations syndicales), selon ses plus récentes positions, semble préconiser l'unité. La base ouvrière désignerait des «compromisarios» qui, en congrès, constitueraient l'organisation unifiée. C'est ce qu'il ressort des numéros 50 et 60 de la revue «Posible». Et il est curieux que dans le n°59 de la même revue, les «Commissions Ouvrières», quoique avec quelques différences, proposent le même schéma: des assemblées d'entreprises qui nommeraient des «compromisarios», et qui se réuniraient en un congrès constituant du Syndicat unique des travailleurs. Si les groupes qui ont participé aux dernières élections syndicales et ont présenté des candidatures «unitaires» (alors que les organisations traditionnelles préconisaient l'abstention) ont une implantation majoritaire dans les entreprises de base, nous pouvons déjà affirmer que les «compromisarios» auraient une couleur bien précise, ainsi que le congrès constitutif du Syndicat Unique. Par conséquent, tant le projet unitaire du ministre Martin Villa, que celui préconisé par les «Commissions Ouvrières», conduisent en ligne droite à l'unitarisme du type portugais (1). Mieux, la réforme projetée par Martin Villa prépare de haute main le processus unitaire contre lequel se prononce les travailleurs espagnols”.*

Nous aurons souvent l'occasion de revenir sur ces questions, sans négliger un autre secteur qui en Espagne comme ailleurs, au nom du «personnalisme», de la «planification démocratique» de l'idée «communautaire», le tout baptisé «autogestion», essaient de camoufler la tentative d'instaurer un syndicalisme parfaitement intégré et participationniste.

Face à toutes ces grandes manoeuvres, la C.N.T. représente le syndicalisme ouvrier de classe, indépendant, d'action directe, seul capable de lutter efficacement pour les revendications immédiates, et de préparer l'émancipation réelle des travailleurs, contre toutes les forces d'oppressions, capitalistes et étatiques.

Dans cette perspective, nous organiserons toute la solidarité matérielle et morale possible, parce que nous sommes ouvriers internationalistes militants.

Jo. SALAMERO.

(1) Les craintes de notre camarade Casas risquent de devenir une réalité plus tôt qu'on aurait pu l'imaginer. La fraction des militaires espagnols qui s'intitule l'*Union Militaire Démocratique* vient d'intervenir officiellement et à visage découvert près du roi Juan Carlos. Selon les termes du communiqué annoncé à la presse espagnole par le capitaine de la base d'hélicoptères de Madrid: «*l'U.M.D. donne un délai de deux mois au gouvernement espagnol pour réaliser une véritable démocratisation*» faute de quoi «*l'armée se chargera de préparer l'Espagne à son futur*». Le communiqué précise que si l'U.M.D. intervient elle remettra le pouvoir à un gouvernement provisoire rassemblant: *Parti Communiste Espagnol, Parti Socialiste Unifié de Catalogne (P.C. Catalan), Parti Socialiste Ouvrier, Démocratie Chrétienne, Commissions Ouvrières* (contrôlées par le P.C.), *Union Syndicaliste Ouvrière* (groupes autogestionnaires encouragés par la C.F.D.T. française). On remarquera que ni l'U.G.T. ni la C.N.T. ne sont parties prenantes dans ce rassemblement.

Cette précision s'impose d'autant plus que les militaires espagnols précisent par ailleurs que: «*Les forces politiques d'opposition, contactées par le groupe, se chargeraient d'empêcher tout débordement social ou politique dans le pays*». Autrement dit P.C. Espagnol, «Chrétiens de gauche» et militaires semblent prendre en charge les tâches du maintien de l'ordre en Espagne.

L'U.M.D. conclut en soulignant qu'elle ne permettra pas que l'on «*porte atteinte à la figure du roi*» et qu'elle ne s'attend pas à ce que l'U.M.D., suite à cette démarche, soit l'objet de répression de la part du successeur de Franco. (N.D.L.R.)